



NANTES MÉTROPOLE
Département B.A.T.I.I.
Direction Administrative et Financière

MARCHES PUBLICS DE SERVICES

**PRESTATIONS D'ENTRETIEN, DE REPARATION ET DE
REMORQUAGE DES VEHICULES LEGERS ET ENGINS DU PARC
AUTOMOBILE GERE PAR NANTES METROPOLE**

Cahier des Clauses Administratives Particulières



(Exclusion : activités de la Direction logistique)

Cahier des Clauses Administratives Particulières

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

4

1.1 – Objet de l'accord cadre4

1.2 – Interlocuteurs4

1.2.1 - Les interlocuteurs chez l'acheteur4

5

1.3 – Allotissement7

1.4 – Durée de l'accord cadre8

1.5 – Accord-cadre à bons de commande8

8

8

Article 2 : Pièces contractuelles de l'accord cadre9

Article 3 : Délai de réalisation des prestations9

Article 4 : Constatation de l'exécution des prestations10

4.1 - Vérification quantitative et qualitative10

4.2- Admission10

10

Article 6 : Garantie financière et Avance11

6.1 - Garantie financière11

6.2 - Avance11

Article 7 : Prix de l'accord cadre11

7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués11

7.2 – Prix/Remises indiqués au B.P.U.11

7.3 - *Autres conditions de prix***Erreur ! Signet non défini.**

Article 8 : Clause de réexamen11

8.1 – Evolution des prix du B.P.U.11

8.2 – Evolution des prix publics13

8.3 – *Evolution des remises du B.P.U. et de l'A.E.*13

Article 9 : Modalités de règlement des comptes13

9.1- Acomptes et paiements partiels définitifs13

9.2 - Présentation des demandes de paiements13

9.3 - Modalités de transmission des factures14

9.4 - Conditions de paiement14

9.5 - Suspension du délai de paiement14

9.6 – Paiement des sous-traitances et des co-traitances14

9.7 – Avenant de transfert15

16

17

11.1- Résiliation en cas de manquements à ses obligations17

11.2 - Autres cas de résiliation17

17

Article 13 - Droit et Langue17

17

Prestations d'entretien, de réparation et de remorquage des véhicules légers et engins du parc automobile géré par Nantes Métropole

Article 15 - Dérogations au C.C.A.G.-F.C.S.18

Article premier : Objet du marché – Dispositions générales

Dans le cadre de la définition de la politique achats de l'acheteur, le présent marché fixe les objectifs suivants :

- la diminution du budget global qui inclut les prix d'achat, mais également les coûts cachés comme par exemple le coût de stockage, de passation de commande, de gestion de facture, ..
- l'amélioration du service rendu à l'acheteur
- le respect de l'ensemble des conditions d'exécution
- proposer des produits, emballages ou autres modalités d'exécution, respectueux des objectifs de développement durable et s'inscrire dans une logique d'amélioration continue sur ce sujet

Le titulaire retenu s'engage à accompagner l'acheteur de façon active pour atteindre les objectifs désignés ci-dessus pendant toute la durée du contrat.

1.1 – Objet de l'accord cadre

Si Nantes Métropole assure l'entretien et la réparation de ses véhicules légers et de ses engins, ainsi que de ceux de la Ville de Nantes et du Centre Communal d'Action Sociale de Nantes (CCAS), certaines interventions d'entretien mécanique sont confiées à des prestataires extérieurs.

Le présent marché entend répondre à ce besoin et porte ainsi sur **des prestations d'entretien, de réparation et de remorquage des véhicules légers et engins du parc automobile géré par Nantes Métropole.**

Le présent marché se présente sous les traits d'un accord-cadre alloté à bons de commande multi-attributaire (3 titulaires maximum), pour les lots n°2 à n°7 ;

Modalités de dévolution des bons de commande pour les lots multi-attributaires

Les bons de commande sont attribués aux titulaires **à tour de rôle.**

Néanmoins, dans l'hypothèse où cumulativement :

- une prestation doit être effectuée en urgence,
- le titulaire retenu pour assurer une réparation n'est pas en mesure ponctuellement d'assurer une prestation,

L'acheteur peut alors passer commande auprès de l'autre ou des autres prestataires retenus.

Afin de vérifier l'équilibre de la dévolution des commandes, l'acheteur contrôle trimestriellement leur attribution aux différents titulaires du lot, pour une répartition globalement équitable entre les titulaires

1.2 – Interlocuteurs

1.2.1 - Les interlocuteurs chez l'acheteur

La Direction Logistique

Elle est l'interlocutrice principale du titulaire de l'accord-cadre. Elle en assure donc le suivi général. Elle centralise les informations émanant du titulaire retenu et est l'interlocuteur désigné pour recevoir les propositions que pourra suggérer le prestataire.

Les services

Le Service Maintenance Véhicules de la Direction Logistique est en charge de l'exécution de l'accord-cadre et adresse au titulaire les bons de commande.

Les référents de chacun des lots sont précisés dans le C.C.T.P.

Les référents de chacun des lots, ainsi que les correspondants véhicules de Nantes Métropole, de la Ville de Nantes ou du CCAS de Nantes sont amenés à travailler en direct avec le titulaire de l'accord cadre. Ce dernier gère en conséquence avec ces référents et correspondants l'exécution et le suivi opérationnel de l'accord-cadre (prise de rendez-vous, dépose et reprise du véhicule, suivi des prestations...).

1.2.2 Les interlocuteurs chez le titulaire

Au plus tard à la date de notification du marché, le titulaire communique à l'acheteur :

- le nom de la personne en charge du suivi quotidien du marché (suivi des devis, des commandes et de la prestation) ;
- le nom de la personne en charge du suivi de la facturation.

Changement d'interlocuteur(s) :

En cas de manquements répétés dans l'exécution de l'accord-cadre (manque d'informations transmises, données transmises erronées...), la Direction pilote peut, avant d'envisager la résiliation de l'accord cadre exiger un changement d'interlocuteur(s) au sein de la société titulaire de l'accord-cadre.

Conduite des prestations par les personnels contractuellement désignés

Le titulaire s'engage à n'affecter aux prestations objet du présent accord cadre que les personnels figurant au mémoire technique.

Si l'une de ces personnes n'est plus en mesure d'accomplir les tâches qui lui sont affectées, le titulaire doit :

- en aviser, sans délai, l'acheteur et prendre toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- proposer à l'acheteur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il communique le nom dans un délai de 10 jours à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent.

Dans le silence de l'acheteur, le remplaçant proposé est considéré comme accepté.

Les avis, propositions et décisions de l'acheteur sont notifiés au titulaire par tout moyen permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par l'acheteur, le marché peut être résilié sans indemnité après mise en demeure préalable.

Probité

En conformité avec la loi « Sapin 2 » du 9 décembre 2016 et les recommandations de l'Agence Française Anticorruption (AFA), l'acheteur s'est doté d'une charte de déontologie des élus ainsi que d'un guide de déontologie des agents exprimant la volonté d'accompagner, au quotidien, l'engagement de tous et toutes à agir pour un service public exemplaire.

Pour les opérateurs économiques (fournisseurs, prestataires...), ces référentiels sont notamment une garantie du respect des principes cardinaux de la commande publique que sont la liberté d'accès à la commande publique, l'égalité de traitement des candidats et la transparence des procédures.

Il est ainsi rappelé :

- qu'en aucun cas un agent de l'acheteur ne peut solliciter ou accepter, directement ou indirectement, des offres, promesses, dons, présents ou des avantages quelconques, pour son compte ou pour autrui, ou abuser de son influence en vue de faire obtenir d'une autorité ou d'une administration publique des marchés ou toute autre décision favorable ;
- que les opérateurs économiques (dont le titulaire du présent marché) s'abstiennent de proposer et de faire bénéficier de cadeaux de toute nature (argent, privilèges, présents...) et préviennent toute situation de conflit d'intérêts ;
- qu'ils s'abstiennent également d'entreprendre à leur initiative des démarches commerciales physiques ou téléphoniques vers les différents services de l'acheteur.

Il convient de souligner que les atteintes à la probité (corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêt, favoritisme, concussion et détournement de fonds publics) constituent des délits pénaux.

Les cocontractants de la collectivité, leurs sous-traitants ou, lorsqu'il s'agit de personnes morales, les membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance de ces cocontractants et sous-traitants ainsi que les membres de leur personnel ont la possibilité de réaliser une alerte auprès du référent alerte éthique de la collectivité qui recueille les signalements émis. Le cas échéant cette alerte doit avoir pour objet de signaler ou divulguer, sans contrepartie financière directe et de bonne foi, des informations portant sur un crime, un délit, une menace ou un préjudice pour l'intérêt général, une violation ou une tentative de dissimulation d'une violation d'un engagement international régulièrement ratifié ou approuvé par la France, d'un acte unilatéral d'une organisation internationale pris sur le fondement d'un tel engagement, du droit de l'Union européenne, de la loi ou du règlement.

Ils peuvent à cette fin saisir le référent alerte éthique :

- en adressant un courriel à l'adresse : alerte@cdg44.fr avec en objet « Confidentiel – Signalement d'une alerte » ;
- en adressant un courrier à l'adresse suivante :

Collège de déontologie (réfèrent alerte)
Centre de gestion de la fonction publique territoriale
de Loire-Atlantique
6 rue du Pen Duick II
CS 66225
44262 NANTES cedex 2

Pour plus d'informations : <https://www.cdg44.fr/catalogue-des-prestations/le-referent-deontologie>

- **Cas des sous-traitances**

- **Généralités**

Le contrat de sous-traitance permet au titulaire d'un marché de faire exécuter une partie de celui-ci par un tiers.

Si l'entreprise recourt à la sous-traitance, que ce soit dans le cadre de son offre initiale ou bien en cours d'exécution du marché, il est rappelé d'une part l'interdiction d'une sous-traitance totale, d'autre part que l'entreprise titulaire du marché demeure l'entreprise principale et donc à ce titre responsable de la totalité du marché.

- **Modalités d'application des sous-traitances :**

Le titulaire adresse l'acte spécial de sous traitance (imprimé DC4, disponible sous <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) dûment signé par les 2 parties (signature originale), ainsi que les autres documents précisés ci-dessous, à l'acheteur.

Les prestations sous-traitées devront y être détaillées.

Le DC4 devra préciser obligatoirement la mention « autoliquidation » pour les travaux en relation avec un bien immobilier.

Seront jointes au DC4 :

- Les annexes présentant les capacités techniques, financières, professionnelles du sous-traitant et l'annexe prouvant l'habilitation du signataire représentant l'entreprise sous-traitante à l'engager.
- Une déclaration du candidat (formulaire DC2, disponible sous <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) dûment complétée.
- Un Relevé d'Identité Bancaire (RIB).

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'exiger la communication du contrat de sous-traitance.

Le titulaire devra impérativement adresser l'acte spécial de sous-traitance 30 jours minimum avant tout début d'intervention du sous-traitant sur le chantier et à l'adresse suivante :

**NANTES MÉTROPOLE
Département B.A.T.I.I.
LOGISTIQUE - Service SMV
M. Anthony BOUGET
2, Cours du Champ de Mars
44923 NANTES Cedex 9**

avec copie de la demande à l'adresse mail suivante : anthony.bouget@nantesmetropole.fr

Le délai d'acceptation du sous-traitant par le maître d'ouvrage ne commence à courir qu'à réception d'un dossier complet.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de refuser le sous-traitant présenté par le titulaire du marché si les capacités techniques, économiques et financières du sous-traitants sont jugées insuffisantes.

En cas de sous-traitance multiple et dont le paiement direct est encadré par un montant maximum, et s'il y a modification de la répartition financière entre titulaire et sous-traitants, le titulaire annexera à sa demande paiement un document faisant état de la nouvelle part financière allouée à chacun des intervenants concernés.

La modification de ce montant (augmentation du maximum ou ajustement du montant déterminé) donnera lieu à un acte spécial modificatif.

1.3 – Allotissement

Les prestations sont réparties *selon les 6 lots suivants* :

Lot	Intitulé
2	Prestations de mécanique pour le pôle sud-Ouest
3	Prestations de mécanique pour le pôle Loire Sèvre et Vignoble
4	Prestations de mécanique pour le pôle Erdre et Loire
5	Prestations de mécanique pour le pôle Erdre et Cens
6	Prestations de mécanique pour le pôle Loire Chézine
7	Prestations de mécanique pour les pôles nantais, pour la Ville de Nantes et pour le CCAS

1.4 – Durée de l'accord cadre

L'accord-cadre prendra effet à compter de sa notification et prendra fin le 13 février 2028.

1.5 – Accord-cadre à bons de commande

1.5.1 Seuils

L'accord-cadre est dénué de tout minimum, mais est assorti, pour la durée contractuelle totale, d'un montant maximum arrêté comme suit par lot :

Lot	Montant maximum en € HT sur la durée de l'accord-cadre
2	540 000
3	640 000
4	580 000
5	200 000
6	170 000
7	320 000

1.5.2 Bons de commandes

Les bons de commande seront émis en fonction des besoins.

Le titulaire a pour obligation d'assurer l'exécution de tout bon de commande parvenu et notifié avant la date de fin d'accord-cadre quand bien même sa durée d'exécution est postérieure à la période de validité du présent contrat (telle que définie à l'article 1.4 du présent C.C.A.P.). La durée d'exécution des bons de commandes ne pourra pas être supérieur à 3 mois après la période de validée de l'accord-cadre.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- le numéro de l'accord cadre ;
- le SIRET du budget de la collectivité concerné par la facturation : **24440040400129** ;
- le numéro d'engagement auquel se rapporte la facture (*ce numéro est communiqué par l'acheteur. A défaut, il appartient au titulaire de se rapprocher de l'interlocuteur mentionné dans la lettre de notification pour l'obtenir*) ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations réalisées ;
- les durées estimatives d'exécution ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

Seuls les bons de commandes signés par l'acheteur pourront être honorés par le titulaire.

Ainsi, toute commande donnera nécessairement lieu à un écrit.

Dans les hypothèses précisées aux C.C.T.P, le titulaire sera tenu de produire un devis préalablement à l'émission par l'acheteur d'un bon de commande.

Les prestations ne pourront commencer qu'à compter de la réception par le titulaire du bon commande signé.

L'acheteur se réserve le droit d'annuler, unilatéralement, et avant tout commencement d'exécution, chacun des bons de commande émis et ce, sans que cela n'ouvre droit à indemnisation au profit du titulaire.

Il pourra en aller de même pour des bons de commande en cours d'exécution, le titulaire pouvant toutefois prétendre en cette hypothèse à l'indemnisation des dépenses déjà engagées.

Le présent accord cadre ne confère aucun droit d'exclusivité à son titulaire. Ainsi l'acheteur pourra recourir aux prestations d'un autre opérateur économique non titulaire de cet accord cadre dans les conditions suivantes :

- * en cas d'urgence et si aucun titulaire de l'accord-cadre n'est en mesure de répondre favorablement dans les délais prescrits à la demande adressée par l'acheteur ;
- * en cas d'indisponibilité des équipes des titulaires ;
- * en cas de non-conformité des prestations de chaque titulaire après une mise en demeure restée infructueuse ;
- * en cas de manquement grave de la part des titulaires à leurs obligations contractuelles ;

Article 2 : Pièces contractuelles de l'accord cadre

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité décroissant ci-après :

- L'Acte d'engagement (A.E.) et ses annexes
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et ses annexes
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le Bordereau de prix unitaires (B.P.U.)
- Le mémoire technique et environnemental remis par le titulaire à l'appui de son offre
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché

Article 3 : Délai de réalisation des prestations

Lot	Prestations	Délai maximum	Article C.C.T.P.
Lots n°2 à 7	Envoi du devis suite à sollicitation par le SMV	48h à compter de la réception de la demande	
	Réalisation des prestations forfaitaires de type A et B et C Maintenance Préventive	1 jour ouvré à compter du dépôt du véhicule dans l'enceinte des locaux du titulaire (selon le RDV convenu).	Article 2.1.4 du CCTP des lots n°2 à 7
	Devis estimatif et prestations supplémentaires Lors de la maintenance préventive	36 h maximum à compter de la dépose du véhicule dans les ateliers et sous réserve de la réception du bon de commande.	Article 2.1.6 du CCTP des lots n°2 à 7

Commenté [PD1]: Le CCTP prévoit « **1 jour ouvré** à compter du dépôt du véhicule dans l'enceinte des locaux du titulaire (selon le RDV convenu) ». Mettre en cohérence

Commenté [PD2]: Pourquoi cette précision ? question identique pour le CCTP ? Le bon de commande est exigé pour l'établissement d'un devis ? Généralement le bdc intervient lorsque le devis est accepté.

Commenté [BH3R2]: C'est un rappel pour les titulaires de ne pas réaliser les travaux avant réception du BDC.

	Établissement du devis dans le cadre d'une réparation curative	72 h ouvrés à compter de la dépose du véhicule chez le titulaire.	Article 2.2 du CCTP des lots n°2 à 7
	Prise en charge des réparations liées à une malfaçon et mise à disposition d'un véhicule de courtoisie	8 jours ouvrés à compter de l'information du constat de la malfaçon porté à la connaissance du titulaire	Article 2.4 du CCTP des lots n°2 à 7

Si les délais précisés par le titulaire dans son offre sont inférieurs aux délais précisés par l'acheteur ci-dessus, les délais du titulaire deviennent contractuels. Si un candidat ne précise pas de délais optimisés dans l'acte d'engagement, ce seront les délais ci-dessus qui s'appliqueront.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par la collectivité dans les conditions de l'article 13.3 du C.C.A.G.-F.C.S., et par l'émission d'un ordre de service.

La date de réalisation des prestations est par définition la date à laquelle la prestation est réalisée sans réserve formulée par l'acheteur.

Article 4 : Constatation de l'exécution des prestations

4.1 - Vérification quantitative et qualitative

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28 du C.C.A.G.-F.C.S..

Tout article livré endommagé ou révélant un vice caché, postérieurement à la réception est signalé au fournisseur. Ce dernier est tenu de le réparer.

4.2- Admission

A l'issue des opérations de vérification, l'acheteur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du C.C.A.G.-F.C.S.

Article 5 : Garanties techniques

Les prestations font l'objet d'une garantie dont les modalités sont celles définies à l'article 33 du C.C.A.G.-F.C.S..

Le délai de garantie est, à compter de la réception définitive des prestations concernées :

- de **12 mois minimum**, pour la main-d'œuvre des prestations réalisées ;
- de **12 mois minimum**, pour les pièces détachées d'origine constructeur qu'elles soient neuves ou en échange standard ;
- de **6 mois minimum** (par dérogation à l'article 33.1 du C.C.A.G.-F.C.S.), pour les pièces détachées de « qualité équivalente » à celle du constructeur ;
- de **3 mois minimum** (par dérogation à l'article 33.1 du C.C.A.G.-F.C.S.), pour les pièces détachées d'occasion.

Si le délai de garantie consenti par le titulaire au sein de son mémoire technique est supérieur au délai précisé par l'acheteur ci-dessus, le délai de garantie du titulaire devient contractuel et s'impose à lui.

Commenté [PD4]: Quelle articulation avec le délai de 15 jours dont dispose le titulaire dans le CCAG de référence et les délais maximum mentionnés dans le tableau ?

Commenté [GM5R4]: De fait, il n'aura jamais les 15 jours du CCAG, mais il aura le délai entre la survenance de la cause et la fin du BDC.

Commenté [LP6R4]: Répondre à GOURVÉNEC Marine (06/03/2026, 14:35): "..."
Ne doit pas indiquer que l'on déroge à l'article 13.3 du CCAG concernant le délai de 15 jours ?

Commenté [BH7R4]: Vu avec Maxime : cela ne nous paraît pas pertinent de faire une dérogation vu qu'en pratique le nouveau délai d'exécution sera indiqué dans l'ordre de service et qu'il s'agit d'une situation ayant peu de chance de se produire.

Commenté [LP8]: J'ai dû mal à comprendre cette mention. La garantie couvre quoi exactement ?

Commenté [BH9R8]: Si une pièce est en bon état mais qu'elle est mal montée cela nous garantit que ce n'est pas un problème de pièce mais un problème de montage, donc une malfaçon. Donc ce n'est pas à notre charge.

Article 6 : Garantie financière et Avance

6.1 - Garantie financière

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

6.2 - Avance

Une avance est accordée en une seule fois au titulaire, sauf indication contraire dans l'Acte d'engagement, lorsque le montant du bon de commande est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Conformément à l'option B du C.C.A.G.-F.C.S., le montant de l'avance est fixé à 20,00 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 20,00 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 60,00 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant, toutes taxes comprises, du bon de commande.

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100,00 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

Nota : Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R2193-17 et suivants du code de la commande publique.

Article 7 : Prix de l'accord cadre

7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations faisant l'objet du présent accord-cadre seront réglées par application, aux quantités réellement exécutées :

- des prix unitaires (apparaissant, pour certains d'entre eux, sous les traits de prix remisés) du B.P.U. ;

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations conformément à l'article 10.1.3 du C.C.A.G.-F.C.S..

L'application de la TVA, des éco-taxes et éco-contributions sont celles en vigueur au moment de la livraison-réception (service fait).

7.2 – Prix/Remises indiqués au B.P.U.

Les prestations/pièces indiquées au B.P.U. sont celles les plus couramment utilisées par l'acheteur.

Article 8 : Clause de réexamen

8.1 – Evolution des prix du B.P.U.

➤ En cours d'exécution du présent marché

Tout au long de l'exécution du présent marché, et indépendamment des conditions de prix susmentionnées, le titulaire pourra faire bénéficier l'acheteur et ce, quel que soit le moment, de toutes promotions ou remises exceptionnelles. En cas d'application de remises ou promotions exceptionnelles, le titulaire devra le faire figurer explicitement sur sa facture.

Par ailleurs, en cas d'obsolescence (quel qu'en soit le motif : technologique, réglementaire, ...) d'un produit ou d'une prestation figurant au B.P.U., le titulaire proposera immédiatement à l'acheteur une solution alternative dont le prix ne pourra pas en toutes hypothèses excéder le produit ou la prestation auquel elle se substitue.

Tout au long de l'exécution du marché, le B.P.U pourra être modifié, par voie de décision modificative unilatérale, en cas d'évolution des prestations.

➤ *À chaque période d'exécution de la notification du présent accord-cadre*

En application de l'article R2194-1 du Code de la commande publique, les prix du B.P.U. (hors ceux pour lesquels n'apparaît que la remise) peuvent être révisés, eu égard à l'évolution de la situation économique, par ajustement et ce, à chaque période d'exécution de la notification du présent accord-cadre.

A cette fin, 2 mois au plus tard avant cette date anniversaire, le titulaire de l'accord-cadre adressera à la Direction pilote interlocutrice, sa proposition d'ajustement.

Sans proposition à cette échéance, les anciens prix unitaires perdureront au titre de la nouvelle année d'exécution.

Afin d'aider l'acheteur dans son analyse, un fichier informatique de format Calc devra être joint à la proposition avancée, fichier qui fera apparaître la référence des produits/prestations, le libellé, les quantités commandées par service sur la période écoulée depuis le début de l'accord cadre, ainsi que le nouveau et ancien prix.

Clause limitative dite « clause butoir »

En toutes hypothèses, et pour chacun des prix du B.P.U., le titulaire ne pourra proposer une évolution tarifaire excédant celle, annuelle, de l'indice « prix moyens mensuels de vente au détail en métropole

- Mécanique automobile : une heure de main d'œuvre » dont l'identifiant est le n° 000849400,

*Dernière valeur connue de l'indice à la date de notification par le titulaire de sa proposition
d'ajustement à l'acheteur*

Dernière valeur connue de l'indice à cette même date, l'année précédente

L'acheteur appréciera le contenu de la proposition et, si certaines augmentations étaient jugées excessives, il se réservera le droit de demander toute justification prouvant le bien-fondé des hausses et de refuser cette augmentation non justifiée ou insuffisamment motivée.

En cas de désaccord persistant sur les nouveaux prix proposés, l'acheteur dispose de la faculté de résilier le marché sans que le titulaire puisse prétendre à une quelconque action ou demande d'indemnisation. La résiliation interviendra dans le délai stipulé par la lettre de résiliation. Pendant cette période restante, les anciens prix seront appliqués.

En tout état de cause, l'application de nouveaux tarifs n'entrera en vigueur qu'à l'expiration de la période d'exécution en cours. Si, à cette date, les informations transmises par le titulaire ne sont pas suffisantes, l'application de nouveaux tarifs n'entrera en vigueur que dans les quinze jours ouvrés après la date de validation des nouveaux tarifs par l'acheteur.

En tout état de cause, en l'absence de réponse de l'acheteur dans un délai de 2 mois suite à la réception de ces nouveaux tarifs, ceux-ci sont réputés acceptés tacitement et ont vocation à s'appliquer durant la nouvelle période d'exécution.

Le titulaire devra néanmoins s'assurer de la bonne réception de ces nouveaux tarifs auprès de l'acheteur.

L'ajustement des prix ne donnera lieu à aucun avenant.

8.2 – Evolution des prix publics

Les prix publics pratiqués par le titulaire, et sur lesquels seront appliquées les remises contractuelles, pourront, par nature, et conformément à la politique tarifaire du titulaire, évoluer tout au long du marché. Cette évolution n'aura pas être constatée par avenant ou décision modificatives unilatérale.

8.3 – Evolution des remises du B.P.U. et de l'A.E.

Les taux de remise sur lesquels le titulaire s'est engagé au B.P.U. et à l'Acte d'engagement demeureront intangibles tout au long du contrat.

8.4 - Autres conditions de prix

Pour les prestations et fournitures qui, bien qu'elles entretiennent un lien direct avec l'objet du présent accord-cadre, ne figureraient ni au B.P.U., les prix seront déterminés sur devis établi par le titulaire auprès de l'acheteur. Le devis ne sera réputé accepté que s'il donne lieu à l'émission d'un bon de commande.

Article 9 : Modalités de règlement des comptes

9.1- Acomptes et paiements partiels définitifs

Les acomptes seront versés au titulaire dans les conditions de l'article 11 du C.C.A.G.-F.C.S..

Dans le cas où le titulaire du marché souhaite se prévaloir de la dérogation à la périodicité maximum de versement des acomptes prévue à l'article R2191-22 du Code de la commande publique, il devra fournir, au titre des pièces justificatives, un document témoignant que son entreprise peut bénéficier de cette dérogation.

9.2 - Présentation des demandes de paiements

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11. du C.C.A.G.-F.C.S.

La demande de paiement porte outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom et les coordonnées du titulaire (nom, adresse, numéro de SIRET ...)
- les coordonnées bancaires en vigueur (si le RIB n'a pas été antérieurement fourni)
- le numéro et la date de l'accord cadre correspondant et son libellé
- le numéro du bon de commande ;
- la liste des prestations fournies
- le numéro et la date du bon de livraison, le cas échéant
- le montant hors T.V.A., taux et montant T.V.A., les montants toutes taxes comprises des prestations exécutées
- le montant des fournitures admises, établi conformément aux stipulations de l'accord cadre, hors TVA
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du C.C.A.G.-F.C.S. ;
- Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis
- la date de facturation.
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations de l'accord cadre.
- la mention de l'assurance professionnelle et sa couverture géographique, pour les artisans immatriculés au répertoire des métiers et les entrepreneurs relevant de l'article 133-6-8 du Code de la sécurité sociale (notamment les auto-entrepreneurs relevant du régime fiscal de la micro-entreprise).
- le SIRET du budget de la collectivité concerné par la facturation : 24440040400129
- le numéro d'engagement auquel se rapporte la facture *(ce numéro est communiqué par l'acheteur. A défaut, il appartient au titulaire de se rapprocher de l'interlocuteur mentionné dans la lettre de notification pour l'obtenir)*

Prestations d'entretien, de réparation et de remorquage des véhicules légers et engins du parc automobile géré par Nantes Métropole

- le code service
- **pour la maintenance préventive, le rapport d'intervention forfaitaire**
- **la date de sortie du véhicule ou la date de fin de travaux le cas échéant**
- en cas de sous-traitance, la nature des travaux exécutés par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.

Dans le cas où la demande de paiement ne comporterait pas l'ensemble des pièces et/ou mentions prévues par la loi ou le présent accord cadre, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de la suspendre, voire la rejeter.

En cas de sous-traitance multiple et dont le paiement direct est encadré par un montant maximum, et s'il y a modification de la répartition financière entre titulaire et sous-traitants, le titulaire annexera à sa demande paiement un document faisant état de la nouvelle part financière allouée à chacun des intervenants concernés.

9.3 - Modalités de transmission des factures

Les demandes de paiements sont adressées électroniquement via le portail Chorus Pro.

Des informations concernant le fonctionnement sont disponibles à l'adresse <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>.

9.4 - Conditions de paiement

Le paiement des sommes dues au titre du présent marché interviendra dans un délai global maximum de 30 jours conformément aux articles R2192-10 du Code de la commande publique.

La date de départ de ce délai pour le paiement de l'avance, prévue le cas échéant pour ce marché, est celle de la réception par le pouvoir adjudicateur de la garantie à première demande conformément à l'article R 2191-7 du Code de la commande publique.

Le délai de paiement prend fin lors de la mise en paiement par le Comptable assignataire des Finances et n'inclut donc pas les délais bancaires.

9.5 - Suspension du délai de paiement

Si la demande de paiement n'est pas conforme aux dispositions de l'accord cadre ou ne comporte pas les pièces justificatives nécessaires, le délai global de paiement indiqué au présent article est suspendu.

Cette suspension fait l'objet d'une notification au titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception.

La notification de la décision de suspension du délai de paiement indique les raisons qui s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter.

Le délai global de paiement est suspendu jusqu'à la remise par le titulaire de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées. Cette remise a lieu par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception.

A compter de la réception de justifications demandées, un nouveau délai global est ouvert : il est de trente jours ou égal au solde restant à courir à la date de suspension si ce solde est supérieur à trente jours.

En cas de contestation sur le montant de la somme due, les sommes admises sont payées dans les délais ci-dessus. Le complément est mandaté le cas échéant, après règlement du désaccord; ce complément donne lieu à des intérêts moratoires au profit du titulaire.

9.6 – Paiement des sous-traitances et des co-traitances

➤ Modalités de paiement des sous-traitants directs

L'acte spécial DC4 précise tous les éléments de l'article R2193-3 du Code de la commande publique et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

Prestations d'entretien, de réparation et de remorquage des véhicules légers et engins du parc automobile géré par Nantes Métropole

- La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances ;

- Le comptable assignataire des paiements ;

- Le compte à créditer.

Le titulaire a l'obligation de transmettre sa facture accompagnée **d'attestations de paiement direct** en annexe après réception de la facture acceptée du sous-traitant.

➤ Modalités de paiement direct des cotraitants

Tant en cas de groupement conjoint que solidaire, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

9.7 – Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution

Le titulaire unique pourra, à son initiative, se voir substituer par un nouveau titulaire.

Ce remplacement ne pourra toutefois advenir que dans les hypothèses suivantes :

- cessation d'activité ;
- cession de contrat (même partielle) ;
- décès ;
- difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles ;
- défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

L'acheteur vérifiera que le remplaçant proposé par le titulaire ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, et ce à l'aune des mêmes pièces que celles produites par le titulaire à l'appui de sa candidature.

Au terme de cet examen, l'acheteur acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution, substitution qui ne pourra, en toutes hypothèses, emporter d'autres modifications substantielles des clauses contractuelles.

Dans le cadre d'un groupement titulaire (au sens des dispositions des articles R2142-19 du Code de la commande publique), cette même latitude de substitution, au titre de l'une des hypothèses visées *supra*, sera offerte à chacun des membres du groupement, sous réserve de l'accord de l'ensemble des co-traitants (en ce compris le mandataire) et de l'acheteur.

Le remplaçant proposé pourra être :

- dans le cadre d'un groupement conjoint : soit l'un des membres du groupement, soit une entreprise tierce ;
- dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.

En cas de désaccord d'un des membres du groupement ou de l'acheteur sur la substitution (et, conséquemment, sur la mise en œuvre de cette dernière), il sera procédé comme suit :

- dans le cadre d'un groupement solidaire : le retrait d'un cotraitant (pour l'une des raisons énumérées au 2nd alinéa du présent article) emportera automatiquement le déploiement de la solidarité des autres membres du groupement ;
- dans le cadre d'un groupement conjoint : la part non exécutée du cotraitant retiré (pour l'une des raisons énumérées au 2nd alinéa du présent article) sera résiliée, les autres

membres poursuivront la réalisation de la part des prestations ou travaux qui leur ont été confiés.

Si la substitution vise le mandataire du groupement titulaire, le groupement recomposé désignera un nouveau mandataire dans les conditions fixées à l'article 3.5.4 du C.C.A.G.-F.C.S., et ce quelle que soit la nature du groupement.

Dans le cas d'un groupement conjoint avec mandataire solidaire, si le nouveau mandataire désigné en vertu de l'alinéa précédent se refuse d'être solidaire, l'acheteur se réservera la possibilité :

- soit d'accepter que le mandataire ne soit pas solidaire ;
- soit de résilier le présent marché (dans son ensemble), sans que toutefois cette résiliation donne lieu à une quelconque indemnisation du groupement titulaire.

En toutes hypothèses, la substitution donnera lieu à l'établissement d'un avenant.

Article 10 : Pénalités

Précision sur la notion de pénalité :

Les pénalités seront directement appliquées, et de façon définitive. Elles pourront donner lieu à l'émission d'un titre de recette.

Par dérogation aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du C.C.A.G. F.C.S, les pénalités sont fermes et dues dès le premier euro. Par ailleurs, les pénalités ne peuvent faire l'objet d'aucun plafonnement et peuvent donner lieu à l'émission d'un titre de recette. Enfin, il est précisé qu'une pénalité minimum de 50 € HT sera facturée pour toute pénalité inférieure à ce montant.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du C.C.A.G.-F.C.S., l'acheteur informera le titulaire de la sanction envisagée et celui-ci disposera de 8 jours ouvrés pour présenter ses observations à la suite desquelles l'acheteur se réserve le droit d'appliquer ou non ces sanctions.

- **Pénalités de retard**

Par dérogation à l'article 14.1.1 du C.C.A.G.-F.C.S., dans le cas de non respect des délais définis à l'article 3 du présent document, le titulaire encourt une pénalité, calculée par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 100$$

dans laquelle :

- * **P** = le montant de la pénalité ;
- * **V** = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;
- * **R** = le nombre de jours de retard

- **Pénalités pour constat de répétition d'un dysfonctionnement organisationnel**

En cas de constat de la répétition d'un dysfonctionnement organisationnel, tel que décrit à l'article 2.4 du CCTP, une pénalité de 150 € sera appliquée au titulaire, par constat.

- **Pénalités pour constat d'une malfaçon**

En cas de constat d'une malfaçon, telle que décrite à l'article 2.4 du CCTP, une pénalité de 150 € sera appliquée au titulaire par constat.

- **Pénalités d'indisponibilité pour les prestations de maintenance dans le cadre d'une malfaçon**

En cas d'indisponibilité du véhicule, tracteur, engins causé par la rectification d'une malfaçon, ou engendrée par un dysfonctionnement, une pénalité de **150€ par jour d'indisponibilité** sera appliquée au titulaire.

- **Pénalités pour non réponse ou réponse hors délai suite au constat d'une malfaçon**

Dans l'hypothèse où suite au constat d'une malfaçon, le titulaire n'a pas donné suite sous 8 jours à la demande de l'acheteur, ou a donné suite en retard, une pénalité d'immobilisation du véhicule sera appliquée à raison de **500 € par constat de non réponse ou de réponse hors délai**.

Article 11 : Résiliation des engagements contractuels

11.1- Résiliation en cas de manquements à ses obligations

Dans l'hypothèse où des difficultés se présenteraient fréquemment du fait, notamment, de récurrence de retards non justifiés dans l'exécution de ses missions, de fréquents non-respect des engagements pris dans le cadre de l'accord cadre, d'absence de fiabilité des éléments fournis pour le suivi commercial ou financier de l'accord cadre, l'acheteur aura la faculté de résilier le marché sans que le titulaire de l'accord cadre puisse prétendre à une quelconque indemnité.

L'acheteur fait connaître son intention au titulaire de l'accord cadre en motivant sa décision. Le titulaire disposera d'un délai de 10 jours ouvrés pour lui présenter ses observations. Au vu de celles-ci, la collectivité prendra sa décision et la notifiera au titulaire.

11.2 - Autres cas de résiliation

Les articles 38 à 45 du C.C.A.G.F.C.S. sont applicables à cet accord cadre

Par dérogation à l'article 42 du C.C.A.G.-F.C.S., en cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnité.

Article 12 - Assurances

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

A tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande.

Le titulaire s'engage à transmettre une nouvelle attestation d'assurance en cas de modification (garanties ou assureur notamment).

Article 13 - Droit et Langue

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de la personne publique est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

Article 14 - Nantissement – Cession de créance

Le marché est susceptible d'être cédé ou donné en nantissement dans les conditions précisées aux articles R2191-45 et suivants du code de la commande publique.

En conséquence, et pour assurer éventuellement l'exécution des dispositions qui précèdent, il est spécifié que les paiements auront lieu auprès du/de la Responsable du service de gestion comptable de Nantes, 8 rue Pierre Chéreau - BP 53 615 - 44036 NANTES CEDEX 1.

Prestations d'entretien, de réparation et de remorquage des véhicules légers et engins du parc automobile géré par Nantes Métropole

Les modifications dans la désignation du comptable ou dans les modalités du paiement feront l'objet d'une mention spéciale sur l'exemplaire délivré.

Aucune modification dans la désignation du comptable ni dans les modalités de règlement ne pourra intervenir après signification au comptable du nantissement.

Article 15 - Dérogations au C.C.A.G.-F.C.S.

Les dérogations au C.C.A.G.-F.C.S. explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P., sont apportées aux articles suivants :

L'article 1.2.2 déroge à l'article 3.4.3 du C.C.A.G.-F.C.S.

L'article 2 déroge à l'article 4.1 du C.C.A.G.-F.C.S.

L'article 5 déroge à l'article 33 du C.C.A.G.-F.C.S.

L'article 10 déroge à l'article 14 du C.C.A.G.-F.C.S.

L'article 11.2 déroge à l'article 42 du C.C.A.G.-F.C.S.